

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAGNESITA REFRACTORIES

63 RUE DU PETIT BRUXELLES
BP 169
59300 Valenciennes

Références : V2/2025-386
Code AIOT : 0007000861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement MAGNESITA REFRACTORIES implanté 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite aux résultats non-conformes des rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique (« RTO ») des fours de cuisson lors du contrôle inopiné réalisé en juin 2025, qui s'inscrivent dans la continuité d'une démarche de vérification des hypothèses considérées dans l'étude des risques sanitaires (ERS) menée en 2023 dont l'instruction a conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 29/01/2024 modifiant l'encadrement des conditions de rejet et de surveillance des effluents atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGNESITA REFRACTORIES
- 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007000861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site MAGNESITA REFRACTORIES à Valenciennes est spécialisé dans la fabrication de briques réfractaires cuites, destinées uniquement au milieu de la sidérurgie pour la production d'acier inoxydable.

Les matières premières utilisées sont la dolomie et la magnésie ainsi que des liants (paraffine, cire et huile de soja). Le site présente 2 fours de cuisson.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2017 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2024.

Le site est soumis à :

- autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité maximale de production est de 230 t/j ;
 - 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson ;
- enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (référentiel réglementaire : arrêté ministériel du 26/11/2012).

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	atmosphériques du RTO : respect des VLE	26/06/1997, article 12.2.3-III	prescription, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques du RTO : Mesures spécifiques de spéciation des HAP	AP Complémentaire du 29/01/2024, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection fait suite aux résultats non-conformes des rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique (« RTO ») des fours de cuisson lors du contrôle inopiné réalisé en juin 2025, qui s'inscrivent dans la continuité d'une démarche de vérification des hypothèses considérées dans l'étude des risques sanitaires (ERS) menée en 2023 dont l'instruction a conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 29/01/2024 modifiant l'encadrement des conditions de rejet et de surveillance des effluents atmosphériques du site.

Les campagnes d'auto-surveillance des rejets atmosphériques menées par l'exploitant et le contrôle inopiné de 2025 mettent en évidence que les flux considérés lors de l'ERS de 2023 puis réglementés dans l'APC du 29/01/2024 ont été sous-estimés et ne sont pas représentatifs des émissions du RTO.

En décembre 2024, l'exploitant a remis un premier rapport d'étape actualisant l'ERS de 2023 qui conclut à l'acceptabilité du risque sanitaire.

Ce rapport doit désormais être complété sur la base de l'ensemble des résultats de surveillance obtenus depuis l'APC de 2024. L'inspection des installations classées formule donc 1 fait avec suites administratives et demande d'action corrective.

Par ailleurs, les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques mettent en évidence une dégradation des émissions de HF dans les rejets du RTO avec dépassements non isolés des valeurs

limites d'émission prescrites en flux et en concentration sur 3 des 5 derniers contrôle menés.
L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié en la matière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques du RTO : Mesures spécifiques de spéciation des HAP

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2024, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du RTO : Mesures spécifiques de spéciation des HAP
Prescription contrôlée : Article 3.3 - Mesures spécifiques de spéciation des HAP Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire, une campagne d'analyse de spéciation des HAP est réalisée sur les rejets en sortie de la cheminée n°1 (oxydateur thermique) visée au II de l'article 12.2.3, afin de vérifier les hypothèses de spéciation du dossier de mise à jour de l'étude de risques sanitaires du 26/01/2023 susvisée et de s'assurer de la bonne maîtrise des émissions pendant l'exploitation. Les résultats interprétés de ces analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception par l'exploitant, et comprennent notamment une présentation des substances identifiées, leur toxicité et leur flux avec comparaison aux données retenues dans la mise à jour de l'étude de risques sanitaires susmentionnée.
Constats : <u>Contexte</u> Les émissions atmosphériques des fours de cuisson 1 et 2 sont traitées par un oxydateur thermique dénommé « RTO » avant d'être rejetées en un point de rejet unique, identifié n°1. Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2020, la société MAGNESITA REFRACTORIES a transmis à M. le Préfet du Nord le 28/01/2022 et complété les 25/03/2022 et 07/02/2023, une mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact de son installation de fabrication de briques réfractaires cuites, autorisée par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997. Les émissions considérées dans l'étude pour les émissions atmosphériques du RTO ont été basées sur : <ul style="list-style-type: none">- les valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié par les arrêtés complémentaires du 12/01/2010 et du 20/01/2017 ;- les résultats des mesures réalisées, majorés, notamment pour les nouvelles substances.

L’instruction de cette étude a conduit à l’arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 29/01/2024 modifiant l’encadrement des conditions de rejet et de surveillance des effluents atmosphériques du site, notamment les rejets du RTO.

Il en résulte pour les rejets du RTO :

- L’absence de modification des valeurs limites d’émissions prescrites par l’arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié pour les substances historiques (poussières, COVnm, SO2, NOx, CO, CH4, HCl, HF, métaux, Acroléine) ;
- Des valeurs limites d’émissions pour les nouvelles substances d’intérêt identifiées (Acide acrylique, Anhydride maléique, Acétaldéhyde, Benzène, somme des 8 HAP, Naphtalène) :
 - fixées en flux sur la base de ceux considérés dans l’étude, **soit les flux mesurés en 2020 multipliés par un facteur 1,5** ;
 - fixées, le cas échéant, en concentration au regard des dispositions de l’arrêté ministériel du 02/02/1998.

Nouvelles substances	Flux considérés dans l’étude des risques sanitaires (ERS) de 2023 puis réglementés dans l’APC du 29/01/2024	Concentration réglementée dans l’APC du 29/01/2024
Acide acrylique	0,00525 kg/h	
Anhydride maléique	0,00674 kg/h	
Acétaldéhyde	0,01127 kg/h	
Benzène	0,02595 kg/h	2 mg/Nm ³
Somme 8 HAP*	4,6E-06 kg/h	
Naphtalène	0,00140 kg/h	

* Somme des 8 HAP : Benzo(a)anthracène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo(k)fluoranthène, Dibenzo(a,h)anthracène, Fluoranthène, Indeno(1,2,3-c,d)pyrène)

- Surveillance des émissions :

- Maintien de l'autosurveillance à fréquence trimestrielle pour les substances d'intérêt retenues et identifiées dans le BREF CER (Fabrication des produits céramiques) : poussières, COVnm, SO₂, NO_x, CO, HCl, HF ;
- Maintien de l'autosurveillance à fréquence trimestrielle pour le CO bien que non retenu comme substance d'intérêt mais substance identifiée dans le BREF CER ;
- Surveillance semestrielle pour les autres substances d'intérêt retenues déjà réglementées (métaux, Acroléine) ;
- Surveillance trimestrielle sur 1 année pour les nouvelles substances d'intérêt retenues (Acide acrylique, Anhydride maleique, Acétaldéhyde, Benzène, somme des 8 HAP, Naphtalène) afin de vérifier les hypothèses de l'étude puis surveillance semestrielle.

- Mesures de spéciation des HAP (nouvelles substances) afin de vérifier les hypothèses de l'étude.

1 - Résultats des mesures de spéciation des HAP de 2024

Lors de la visite d'inspection du 02/10/2025, l'exploitant a retracé la chronologie des 2 mesures de spéciation des HAP : celles-ci ont été réalisées lors des campagnes d'auto-surveillance périodique des rejets atmosphériques menées le 18/06/2024 et le 23/07/2024.

La spéciation a été réalisée sur la base de 16 HAP* identifiés par la liste US-EPA parmi lesquels les 8 HAP** et le Naphtalène réglementés dans l'APC du 29/01/2024 du site.

* Sommes des 16 HAP : Naphtalène, Acénaphthylène, Acénaphtène, Fluorène, Anthracène, Phénanthrène, Fluoranthène, Pyrène, Benzo(a)anthracène, Chrysène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Dibenzo(a,h)anthracène, Benzo(k)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène, Indéno(1,2,3-cd)pyrène ;

** Somme des 8 HAP : Benzo(a)anthracène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo(k)fluoranthène, Dibenzo(a,h)anthracène, Fluoranthène, Indéno(1,2,3-c,d)pyrène).

Les résultats ont été communiqués à l'inspection par courriels du 02/09/2024 et du 05/12/2024.

La synthèse des résultats est présentée en annexe 1 (colonnes campagnes de mesures n° 1 et n°2).

Les résultats montrent que :

- Le Naphtalène se retrouve à 47% dans les émissions de HAP du RTO et le Phénanthrène à 24%, puis le Fluorène, l'Acénaphthylène et le Fluoranthène à des teneurs presque similaires de 4 à 5%. Parmi ces composés majoritaires seuls le Fluoranthène (1 des 8 HAP) et le Naphtalène figurent dans la liste des substances à contrôler prescrite par l'APC du 29/01/2024.

La présence des autres HAP identifiés lors des mesures à des teneurs notables voire significatives n'a pas été prise en compte dans l'ERS de 2023 et donc dans l'APC de 2024.

- 7 des 8 HAP figurant dans la liste des substances à contrôler prescrite par l'APC du 29/01/2024 se retrouvent dans les rejets atmosphériques à des teneurs très faibles voire négligeables, comme c'est le cas du Benzo(a)pyrène considéré comme agent traceur majoritaire des HAP dans l'ERS de 2023. Il semblerait donc que ces 7 HAP ne soient pas représentatifs des HAP émis par l'installation.

Face à ces constats, l'exploitant a transmis une note d'interprétation des résultats des contrôles des rejets atmosphériques des fours tunnels en HAP - Rapport d'étape 1 - datée du 26/11/2024 (Ref. Entime 8954-006-001/ Rév. A /26.11.2024) qui met à jour les résultats de l'ERS menée en 2023.

L'examen de cette note est réalisé ci-après (cf. point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques du RTO : respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 12.2.3-III

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du RTO : respect des VLE

Prescription contrôlée :

Article 12.2.3-III de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/06/1997 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2025

Article 12.2.3 Fours tunnels

III. Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Les rejets en sortie de la cheminée n°1 précitée respectent les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 18%.

Pour les poussières et les métaux, les valeurs intègrent les formes particulières et gazeuses.

Paramètres	Concentration maximale en	Flux maximal en kg/h

	Concentration maximale en mg/Nm ³	
Poussières	20	1,38
COVnm	20	1,38
SO ₂	45	3,105
NO _x (en équivalent NO ₂)	100	6,9
CO	100	6,9
CH ₄	50	3,45
HCl	15	1,035
HF	5	0,345
Pb	0,5	0,035
Cu + Ni	1	0,07
Cr	0,05	0,003
Zn	0,6	0,03
Cd	0,01	0,00069
As	0,01	0,00069

CrVI	0,008	0,001
Acroléine	0,7	0,048
Acide acrylique	/	0,00525
Anhydride maléique	/	0,00674
Acétaldéhyde	/	0,01127
Benzène	2	0,02595
HAP*	/	4,6E-06
Naphtalène	/	0,00140

* Somme des 8 HAP : Benzo(a)anthracène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo(k)fluoranthène, Dibenzo(a,h)anthracène, Fluoranthène, Indeno(1,2,3-c,d)pyrène

Article 12.3.2-I de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/06/1997 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2025

Article 12.3.2 Paramètres surveillés et fréquence d'autosurveillance

I. Cas de la cheminée n°1, telle que codifiée au point 12.2.3 (oxydateur thermique)

L'exploitant réalise l'autosurveillance des rejets en sortie de la cheminée n°1 dans les conditions suivantes. Les contrôles portent sur les concentrations et les flux :

Paramètres	Fréquence
Débit, O ₂ , Poussières, COVnm, SO ₂ , NO _x , CO, HCl, HF	Trimestrielle
Pb, Cu + Ni, Cr, Cd, As, Cr VI, Acroléine	Semestrielle

Acide acrylique, Anhydride maléique, Acétaldéhyde, Benzène, HAP*, Naphtalène	Trimestrielle sur une période d'une année à compter de la notification du présent arrêté, puis semestrielle

* Somme des 8 HAP : Benzo(a)anthracène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo(k)fluoranthène, Dibenzo(a,h)anthracène, Fluoranthène, Indeno(1,2,3-c,d)pyrène

Constats :

2 - Résultats de l'autosurveillance élargie par APC du 29/01/2024 : campagnes de mesures n° 1 et n°2

Pour les nouvelles substances d'intérêt retenues dans l'ERS de 2023, l'APC du 29/01/2024 prescrit notamment une surveillance trimestrielle sur 1 année pour les nouvelles substances d'intérêt retenues afin de vérifier les hypothèses de l'étude puis une surveillance semestrielle.

La visite d'inspection du 02/10/2025 a permis de constater que, dans ce cadre, l'exploitant a réalisé ses 2 premières campagnes d'auto-surveillance périodique le 18/06/2024 et le 23/07/2024 (concomitamment à la spéciation des HAP développée au point de contrôle précédent) portant sur l'ensemble des paramètres réglementés.

Les résultats ont été communiqués à l'inspection par courriels du 02/09/2024 et du 05/12/2024.

La synthèse des résultats est présentée en annexe 1 (colonnes campagnes de mesures n° 1 et n°2), seuls les paramètres objets de dépassements des VLE (Valeur limite d'émission) prescrites y sont repris.

Les résultats montrent :

- un dépassement de la VLE en flux horaire fixée par l'APC du 29/01/2024 pour :

- l'Acide acrylique (3 fois ce seuil pour une des 2 campagnes) ;
- l'Acétaldéhyde (3 fois ce seuil pour une des 2 campagnes) ;
- la somme des 8 HAP (5 à 7 fois ce seuil) ;

- un respect de la VLE en flux horaire pour l'Anhydride maléique, le Benzène, le Naphtalène et les substances historiques ;

- la présence d'autres HAP à des teneurs notables voire significatives non prises en compte dans l'ERS de 2023 et donc dans l'APC de 2024 (cf. point de contrôle précédent).

Il apparaît donc que les flux considérés lors de l'ERS de 2023 puis réglementés dans l'APC du 29/01/2024 ont été sous-estimés et ne sont pas représentatifs des émissions du RTO.

Face à ces constats, et comme développé au point de contrôle précédent, l'exploitant a transmis une note d'interprétation des résultats des contrôles des rejets atmosphériques des fours tunnels en HAP - Rapport d'étape 1 - datée du 26/11/2024 (Ref. Entime 8954-006-001/ Rév. A /26.11.2024) qui met à jour les résultats de l'ERS menée en 2023.

L'examen de cette note est réalisé ci-après.

3 - Examen de la note d'interprétation des résultats des contrôles des rejets atmosphériques des fours tunnels en HAP - Rapport d'étape 1 - datée du 26/11/2024 (Ref. Entime 8954-006-001/ Rév. A /26.11.2024)

La visite d'inspection du 02/10/2025 a permis de constater que face aux constats réalisés lors des campagnes n°1 et 2 d'autosurveillance des rejets atmosphériques et de spéciation des HAP, à savoir :

- présence de HAP à des teneurs notables voire significatives non prises en compte dans l'ERS de 2023 et donc dans l'APC de 2024 ;
- dépassements des flux des nouvelles substances d'intérêt considérés dans l'ERS de 2023 et prescrits par l'APC du 29/01/2024 ;

l'exploitant a réalisé, au travers de la note d'interprétation susmentionnée, une mise à jour des résultats de l'ERS de 2023.

Cette note prend en compte :

- le flux maximum mesuré en 2024 multiplié par 10 pour les 15 HAP (16 HAP US-EPA hors Naphtalène) ;
- le flux maximum mesuré en 2024 multiplié par 10 pour l'Acide acrylique, l'Anhydride maléique et l'Acéaldéhyde, ;
- les flux prescrits par l'APC de 2024 pour les autres substances (historiques et nouvelles non objets de dépassement (Benzène, Naphtalène)).

La synthèse des hypothèses considérées est présentée en annexe 1, seuls les paramètres objets de dépassements des VLE prescrites y sont repris.

Sur la base de ces hypothèses, la note conclut que le risque sanitaire engendré par les rejets atmosphériques provenant des installations de MAGNESITA REFRACTORIES reste acceptable pour les différentes voies d'exposition.

La note indique que les résultats de ce rapport d'étape n°1 seront validés sur la base des résultats supplémentaires de la campagne de 2025.

4 - Bilan de la surveillance : résultats de l'autosurveillance élargie par APC du 29/01/2024 : campagnes de mesures 1 à 6 et du contrôle inopiné air du 12 et 13/06/2025

Un contrôle inopiné AIR a été réalisé sur les rejets du RTO du 12 au 13 juin 2025 par l'organisme de

contrôle APAVE et met en évidence la non-conformité des rejets atmosphériques sur 2 paramètres (rapport de contrôle référencé n°135030724-001-1 du 22/08/2025 reçu à la même date) :

- un dépassement de la VLE en flux horaire fixée par l'APC du 29/01/2024 pour :

- l'Acétaldéhyde (4 fois ce seuil) ;
- le Benzène (presque 2 fois ce seuil).

Lors de la visite d'inspection du 02/10/2025, la synthèse des résultats d'autosurveillance et du contrôle inopiné depuis la mise en place de la surveillance élargie prescrite par l'APC du 29/01/2024 a été présentée. Cette synthèse figure en annexe 1, seuls les paramètres objets de dépassements des VLE prescrites y sont repris.

Les résultats obtenus lors des campagnes d'auto-surveillance n°3 à 6 et du contrôle inopiné de juin 2025 reflètent les constats réalisés lors des campagnes n°1 et 2 de 2024 sur les dépassements en flux horaires des nouvelles substances et la présence de nouveaux HAP dans les émissions.

Ces résultats confirment **que les flux considérés lors de l'ERS de 2023 puis réglementés dans l'APC du 29/01/2024 ont été sous-estimés et ne sont pas représentatifs des émissions du RTO.** Néanmoins les hypothèses considérées dans la note d'interprétation - rapport d'étape n°1 - établi par l'exploitant et actualisant l'ERS de 2023 (mesures 2024 x 10) restent valables.

Toutefois les résultats mettent également en évidence de nouveaux dépassements non identifiés jusqu'ici :

- sur le Benzène (nouvelle substance) : dépassement en flux ;
- sur le HF (substance historique) : dépassement en flux et en concentration.

Dès lors, les hypothèses considérées dans la note d'interprétation - rapport d'étape n°1 - actualisant l'ERS de 2023 ne sont donc pas valables pour ces 2 substances.

Enfin, l'inspection souligne que pour certaines des substances objets de dépassement, les flux horaires désormais atteints entraînent, au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

- des VLE en concentration à respecter ;
- l'obligation de réglementer les émissions par une VLE en concentration.

Faits avec demande d'action corrective 1 : Sur la base de l'ensemble des résultats de surveillance obtenus depuis l'APC de 2024, et des dispositions réglementaires opposables (arrêté ministériel du 02/02/1998), la note d'interprétation mettant à jour les résultats de l'ERS menée en 2023 doit être complétée (rapport final n°2).

Sur cette base, l'exploitant devra également au travers d'un dossier de porter à connaissance, solliciter M. le Préfet pour la prise en compte, dans son autorisation environnementale, de nouvelles valeurs limites d'émission pour le RTO.

L'exploitant s'est engagé à remettre cette note d'interprétation pour le 28/11/2025.

Focus sur le cas du HF

Cette substance est historiquement suivie trimestriellement par l'exploitant.

L'examen par l'inspection des installations classées des résultats d'autosurveillance et des contrôles inopinés pour cette substance obtenus entre 2020 et le premier semestre 2024, soit sur 20 contrôles réalisés, met en évidence un unique dépassement en concentration lors du contrôle du 10/12/2020 : 9 mg/Nm³ pour une VLE de 5 mg/Nm³, avec un respect du flux horaire prescrit.

Constats avec suite 1 : En revanche, à compter du second trimestre 2024 (cf. tableau de synthèse en annexe 1), des dépassements sont régulièrement constatés : 3 dépassements en flux et en concentration sur les 5 derniers contrôles menés.

Interrogé en séance sur la dégradation des émissions de HF, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'explications quant à l'origine de ces nouveaux dépassements non isolés.

L'inspection des installations classées précise que le HF est une substance identifiée par le BREF CER (Fabrication des produits céramiques) dans les rejets atmosphériques pour la fabrication des produits réfractaires.

Aussi l'inspection s'interroge sur une modification de matières premières, de recettes de fabrication ou du procédé de fabrication des briques réfractaires pouvant expliquer la dégradation constatée des émissions de HF.

Dans ce cadre, l'exploitant s'est engagé à se rapprocher des équipes R&D du Groupe RHI.

L'inspection précise également que cette substance est réglementée par l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 : si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux.

La VLE actuellement prescrite pour le site MAGNESITA, et ce depuis 2010, est de 5 mg/Nm³ avec un flux maximal de 345 g/h.

Si une augmentation de la VLE en flux actuellement prescrite peut être envisagée sous réserve des

résultats de la mise à jour de l'ERS menée en 2023, en revanche, compte tenu des flux atteints, la VLE actuelle en concentration ne peut être revue et doit être respectée.

Compte tenu des dépassements dernièrement identifiés sur le paramètre HF, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur la base de l'ensemble des résultats de surveillance obtenus depuis l'APC de 2024, et des dispositions réglementaires opposables, l'exploitant transmettra avant le 1^{er} décembre 2025, la note d'interprétation complétée (rapport final n°2) mettant à jour les résultats de l'ERS menée en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours